

---

---

# Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

**Rapport  
annuel  
1999-2000**

Le contenu de cette publication a été rédigé  
par le Bureau d'audiences publiques  
sur l'environnement

Cette édition a été produite par  
Les Publications du Québec  
1500 D, rue Jean-Talon Nord  
Sainte-Foy (Québec)  
G1N 2E5

Dépôt légal — 2000  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-551-19363-X  
ISSN 0711-5571

© Gouvernement du Québec

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 2000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de l'Environnement,

Paul Bégin

Québec, juin 2000



Monsieur Paul Bégin  
Ministre de l'Environnement  
Édifice Marie-Guyart, 30<sup>e</sup> étage  
675, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 2000, conformément à l'article 6.11 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* qui édicte que le BAPE doit vous transmettre au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le président,

André Harvey

Québec, juin 2000



## Table des matières

### Introduction 9

### Chapitre 1

#### Le cheminement des projets au BAPE 11

- 1.1 La mission 11
- 1.2 La composition du BAPE 11
- 1.3 La formation d'une commission 11
- 1.4 Les mandats du BAPE 11
  - 1.4.1 Les mandats en vertu des articles 31.1 et suivants de la *Loi sur la qualité de l'environnement* 12
  - 1.4.2 Les mandats en vertu de l'article 6.3 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* 12
- 1.5 Le Code d'éthique et de déontologie des membres du BAPE 13

### Chapitre 2

#### Le cadre de gestion 15

- 2.1 Les valeurs de l'organisation 15
- 2.2 Les orientations stratégiques 15

### Chapitre 3

#### L'organisation administrative 17

- 3.1 L'organisation 17
- 3.2 Les ressources humaines 17
- 3.3 Les ressources financières 17

### Chapitre 4

#### Le mandat du BAPE en vertu de l'article 6.3 de la loi 21

- 4.1.1 La consultation publique sur la gestion de l'eau 21

#### Les mandats du BAPE en vertu des articles 31.1 et suivants de la loi 21

- 4.2 Les bâtiments d'exploitation de production animale 21
  - 4.2.1 Projet d'agrandissement d'un parc d'engraisement sur le territoire de la municipalité de Saint-Anne-de-la-Pérade par la Ferme Rompré inc. 21
- 4.3 Les centrales, les postes et lignes d'énergie électrique 22
  - 4.3.1 Projet du Centre énergétique Indeck-Senneterre par la Société en commandite Indeck-Senneterre 22

- 4.3.2 Projet de construction d'un nouvel aménagement hydroélectrique de Grand-Mère par Hydro-Québec 22
- 4.3.3 Projet d'optimisation de la production électrique de la centrale hydroélectrique SM-1 par Hydrowatt SM-1 inc. 22
- 4.3.4 Projet d'usine de calcination de coke et d'unité de valorisation d'énergie à Beauport par Alcan Aluminium ltée 23
- 4.3.5 Projet d'interconnexion avec l'Ontario, poste de l'Outaouais à 315-230 kilovolts par Hydro-Québec 23
- 4.4 La construction d'usine de fabrication de panneaux agglomérés 23
  - 4.4.1 Projet de construction d'une usine de panneaux gaufrés à Béarn au Témiscamingue 23
- 4.5 Le dragage, le remplissage, le remblayage 24
  - 4.5.1 Projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Foresville par Québec-Téléphone 24
- 4.6 La gestion des matières résiduelles 24
  - 4.6.1 Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Amos par la Ville d'Amos 24
- 4.7 L'implantation ou l'agrandissement d'un aéroport 24
  - 4.7.1 Projet d'implantation d'une infrastructure aéroportuaire à La Romaine par le ministère des Transports 24
  - 4.7.2 Projet d'agrandissement de l'aéroport de Saint-Georges par la Ville de Saint-Georges 25
- 4.8 L'implantation de réservoirs d'entreposage 25
  - 4.8.1 Projet de construction de réservoirs d'entreposage supplémentaires de pétrole brut par Pipe-Lines Montréal ltée à Montréal-Est 25

- 4.9 Les routes et les infrastructures routières 25**
- 4.9.1 Projet d'élargissement du boulevard Matte et construction des boulevards Rome, Lepage, Lapinière, Chevrier et L-01 dans les nouveaux secteurs de développement CJL de la ville de Brossard par la Ville de Brossard 25
- 4.9.2 Projet de réaménagement de l'autoroute 15 et de l'échangeur Saint-Martin par la Ville de Laval 26
- 4.9.3 Projet de réaménagement de la route 175 dans la réserve des Laurentides, tronçon lac Tourangeau, par le ministère des Transports 26

## **Chapitre 5**

### **Les réalisations des unités sectorielles 27**

- 5.1 Le secrétariat 27
- 5.2 L'expertise environnementale 28
- 5.3 Les ressources humaines 28
- 5.4 La coordination et le soutien aux commissions 28
- 5.5 Les ressources financières, informationnelles et matérielles 28
- 5.6 Les communications 28

## **La liste des annexes**

### **Annexe I**

- A — Les membres du BAPE 31
- B — Les membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation des mandats confiés au BAPE en 1999-2000 31

### **Annexe II**

- A — Les rapports d'enquête, de médiation et d'audience publique 33
- B — Divers 33

### **Annexe III**

- La liste des conférences présentées par le BAPE 35

### **Annexe IV**

- Le Code d'éthique et de déontologie des membres du BAPE 37

## **La liste des figures et du tableau**

- Figure 1 — Le cheminement des projets au BAPE 14
- Figure 2 — L'organisation du BAPE au 31 mars 2000 19
- Tableau 1 — Tableau statistique concernant la répartition des équivalents à temps complet (ETC) 17



## Introduction

Adoptée en décembre 1978 par l'Assemblée nationale du Québec, la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement* (1978, c. 64) a eu pour effet d'instituer le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), de prévoir sa composition et son rôle, et d'établir pour certains projets une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement faisant appel à la participation du public. En créant le BAPE, l'Assemblée nationale reconnaissait à la population le droit à l'information, à la consultation et à la participation aux décisions ayant une incidence sur l'environnement. Cette reconnaissance plaçait en évidence la connaissance concrète et spécifique qu'a la population de son milieu de vie et la pertinence de sa contribution au processus d'évaluation environnementale.

En accordant à la population une influence comparable à celle des spécialistes de diverses disciplines, le législateur lui donnait l'occasion de jouer un rôle prépondérant dans la démarche vers un développement durable au Québec. En confirmant l'importance de la consultation publique dans le processus de l'évaluation environnementale, le gouvernement a estimé qu'il fallait considérer, pour l'analyse d'un projet, les préoccupations sociales, culturelles, économiques et environnementales tout en mettant en relief la nécessité d'une évaluation interdisciplinaire des répercussions sur le milieu.

L'action du BAPE, notamment par les possibilités qu'il offre à la population d'intervenir dans les processus de décision des grands projets, cadre bien avec l'objectif de bâtir une société juste et solidaire. Les citoyens susceptibles de subir les répercussions de ces projets peuvent ainsi faire valoir leurs points de vue et fournir aux décideurs un éclairage équilibré. Elle permet aussi aux promoteurs des projets de mieux définir les paramètres de ceux-ci et de leur assurer une cohabitation harmonieuse avec le milieu.



## **Chapitre 1**

### **Le cheminement des projets au BAPE**

#### **1.1 La mission**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a pour mission d'informer et de consulter la population sur des questions relatives à la qualité de l'environnement, d'enquêter, de tenir des audiences publiques et de faire rapport au ministre de l'Environnement du Québec. Le but visé est de favoriser la prise de décision gouvernementale. En fait, sur le territoire méridional du Québec, le BAPE est le seul organisme gouvernemental officiellement mandaté pour donner à la population les moyens adéquats de s'informer, pour recueillir ses opinions et pour traduire ses attentes et ses craintes concernant un projet donné.

Le BAPE est un organisme gouvernemental consultatif dont les commissions ont des pouvoirs quasi judiciaires. Il relève du ministre de l'Environnement du Québec, mais il est indépendant du Ministère. En vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2), le BAPE a pour fonction d'enquêter et de tenir des audiences publiques, à la demande du ministre, sur toute question relative à la qualité de l'environnement et de lui transmettre un rapport contenant ses constatations et son analyse. Il ne constitue donc pas un organisme décisionnel mais un instrument d'aide à la décision (voir figure 1).

#### **1.2 La composition du BAPE**

Le BAPE est composé de cinq membres à plein temps, dont un président et une vice-présidente. Ces membres sont nommés par le Conseil des ministres pour un mandat d'au plus cinq ans, lequel peut être renouvelé. La loi prévoyant aussi la nomination d'autres membres lorsque l'expédition des affaires dont le BAPE a la charge le requiert, le Conseil des ministres peut nommer des membres additionnels ; le président du BAPE peut ainsi former des commissions en temps utile pour remplir les mandats confiés au Bureau.

Au 31 mars 2000, le BAPE était composé de sept membres à plein temps, dont le président et la vice-présidente. De plus, le 29 septembre 1999, le Conseil des ministres a constitué une nouvelle liste de membres additionnels à temps partiel.

Pour les enquêtes qui leur sont confiées, les membres sont assermentés et possèdent les pouvoirs et l'immunité des commissaires nommés en vertu de la

*Loi sur les commissions d'enquête* (L.R.Q., c. C-37). À ce titre, ils bénéficient des pouvoirs qui leur permettent d'exiger tout document utile à la compréhension du dossier. Bien que chaque commission du BAPE détienne des pouvoirs quasi judiciaires, la méthode privilégiée en audience publique consiste à éviter, dans la mesure du possible, l'exercice formel de pouvoirs coercitifs.

#### **1.3 La formation d'une commission**

Lorsque le ministre demande au BAPE de tenir une enquête et une audience publique, le président du BAPE forme une commission et désigne la personne responsable. La personne qui préside la commission est habituellement un membre à plein temps du BAPE, auquel se joignent des commissaires choisis pour leur compétence à traiter les éléments et les enjeux particuliers à un projet.

#### **1.4 Les mandats du BAPE**

Le BAPE reçoit ses mandats du ministre de l'Environnement. Le nombre et le type de ces mandats fluctuent selon le contexte économique, c'est-à-dire en fonction des projets qui sont soumis au ministre par les promoteurs dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, et selon les demandes d'audience publique exprimées par la population.

Les mandats confiés au Bureau peuvent être regroupés selon deux types. D'une part, la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévoit la tenue de périodes d'information et de consultation publiques ainsi que l'accomplissement de mandats d'enquête et d'audience publique. D'autre part, le ministre peut également confier des mandats portant sur des projets assujettis ou non à la procédure d'évaluation environnementale.

Le BAPE est toujours soucieux d'assurer l'indépendance et l'impartialité des commissions. Ainsi, les commissaires et le personnel des commissions doivent respecter rigoureusement le code d'éthique et de déontologie du BAPE. Ils s'assurent que la réalisation d'un mandat se déroule dans un climat de sérénité, de confiance et de respect mutuel entre les personnes qui doivent intervenir.

Dans l'exercice de ses responsabilités, le BAPE doit :

- informer et consulter la population conformément aux mandats que lui confie le ministre de l'Environnement ;
- favoriser la participation de la population au processus de décision sur les projets ayant des répercussions sur leur milieu ;
- enquêter sur les problèmes environnementaux et en effectuer l'analyse avec objectivité ;
- rechercher et mettre en valeur les solutions les plus acceptables pour tous ;
- faire rapport au ministre en lui faisant part de son avis.

#### **1.4.1 Les mandats en vertu des articles 31.1 et suivants de la Loi sur la qualité de l'environnement**

##### **La période d'information et de consultation publiques**

Lorsque le ministre de l'Environnement a jugé recevable l'étude d'impact déposée par le promoteur d'un projet, il confie au BAPE le mandat de la rendre publique. Pour ce faire, le BAPE ouvre, pour la durée de la procédure, des centres de consultation dans les régions où le projet doit se réaliser. Il s'assure que la population directement intéressée par le projet soit informée de l'ouverture de ces centres. Le public peut également consulter le dossier aux bureaux du BAPE à Québec et à Montréal, à la bibliothèque de l'Université du Québec à Montréal et sur le site Internet du BAPE à la rubrique « Périodes d'information ».

C'est au cours de cette période réglementaire de 45 jours que les personnes, les groupes ou les municipalités peuvent demander la tenue d'une audience publique en transmettant une demande à cet effet au ministre de l'Environnement.

##### **L'audience publique**

À moins qu'il ne juge la demande frivole, le ministre donne au BAPE le mandat de tenir une enquête et une audience publique. Elle se déroule en deux parties. La première est consacrée à la recherche de l'information et la seconde, à l'expression des opinions.

##### **La première partie de l'audience**

Consacrée à l'information, cette partie s'amorce par la présentation du projet par le promoteur. Le public et la commission peuvent ensuite questionner ce dernier pour connaître toutes les facettes et toutes les répercussions du projet à l'étude. À cette première

partie de l'audience sont convoqués le promoteur, les personnes qui ont demandé une audience, de même que des représentants de différents ministères ou organismes publics susceptibles d'apporter un éclairage sur le projet et de répondre au questionnement du public. Ces derniers agissent comme personnes-ressources. La procédure suivie est simple et favorise un échange public entre la commission et la population, le promoteur, les organismes et les ministères.

Au terme de cette première partie, les personnes qui souhaitent exprimer leur opinion sur le projet disposent d'au moins 21 jours pour préparer leur opinion sous forme de mémoire ou simplement par un exposé oral.

##### **La deuxième partie de l'audience**

Cette partie de l'audience permet aux personnes, aux groupes ou aux municipalités qui le souhaitent d'exprimer leur opinion sur le projet à l'étude. Ceux-ci peuvent appuyer le projet tel qu'il a été présenté par le promoteur, manifester leurs objections quant à sa réalisation ou proposer des modifications. Cette partie permet à la commission de mieux cerner les retombées du projet et de comprendre les valeurs propres aux collectivités intéressées.

##### **Le rapport de la commission**

Une fois la partie publique terminée, la commission procède à une étude rigoureuse du projet en s'appuyant notamment sur les transcriptions de l'audience, les documents déposés, les mémoires des participants à l'audience publique et sur ses propres recherches.

La commission procède ensuite à la rédaction de son rapport. Ce rapport fait état des commentaires reçus et contient les constatations, l'analyse et les conclusions de la commission. Lorsque le rapport est terminé, au plus tard à la fin du mandat de quatre mois, le président du BAPE le transmet au ministre de l'Environnement qui dispose de 60 jours pour le rendre public. Par la suite, le ministre soumet ses recommandations au Conseil des ministres à qui appartient la décision finale d'autoriser intégralement le projet, d'imposer certaines modifications ou conditions quant à sa réalisation, ou de le refuser.

#### **1.4.2 Les mandats en vertu de l'article 6.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement**

##### **L'enquête**

Certains types de mandats d'enquête peuvent être confiés au Bureau en vertu de l'article 6.3 : l'enquête sur un projet non assujéti à la procédure, l'enquête et

l'audience publique sur un projet non assujetti à la procédure, sur une politique ou un programme, ou sur toute autre question environnementale.

Par ailleurs, pour certains projets visés par la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, le ministre de l'Environnement peut, avant de mandater le BAPE de tenir une audience publique, lui confier un mandat d'enquête afin qu'il ait un éclairage plus large, lequel peut porter notamment sur les préoccupations des citoyens et des requérants ou sur la possibilité d'une médiation.

### **La médiation**

La médiation en environnement est un processus souple qui vise à aider le promoteur du projet et les personnes ou les groupes qui requièrent une audience publique à régler les différends relatifs aux répercussions du projet sur l'environnement et à conclure une entente sur les points en litige. La médiation est effectuée par une commission du BAPE dont le rapport est transmis au ministre de l'Environnement. Il appartient à celui-ci de décider du suivi à donner au dossier. Le mandat d'enquête et de médiation en environnement n'enlève pas aux personnes requérantes le droit de maintenir leur demande d'audience publique.

### ***1.5 Le Code d'éthique et de déontologie des membres du BAPE***

Les membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement sont assujettis depuis plusieurs années à un code de déontologie dont le respect rigoureux a contribué à la crédibilité du Bureau et de ses commissions.

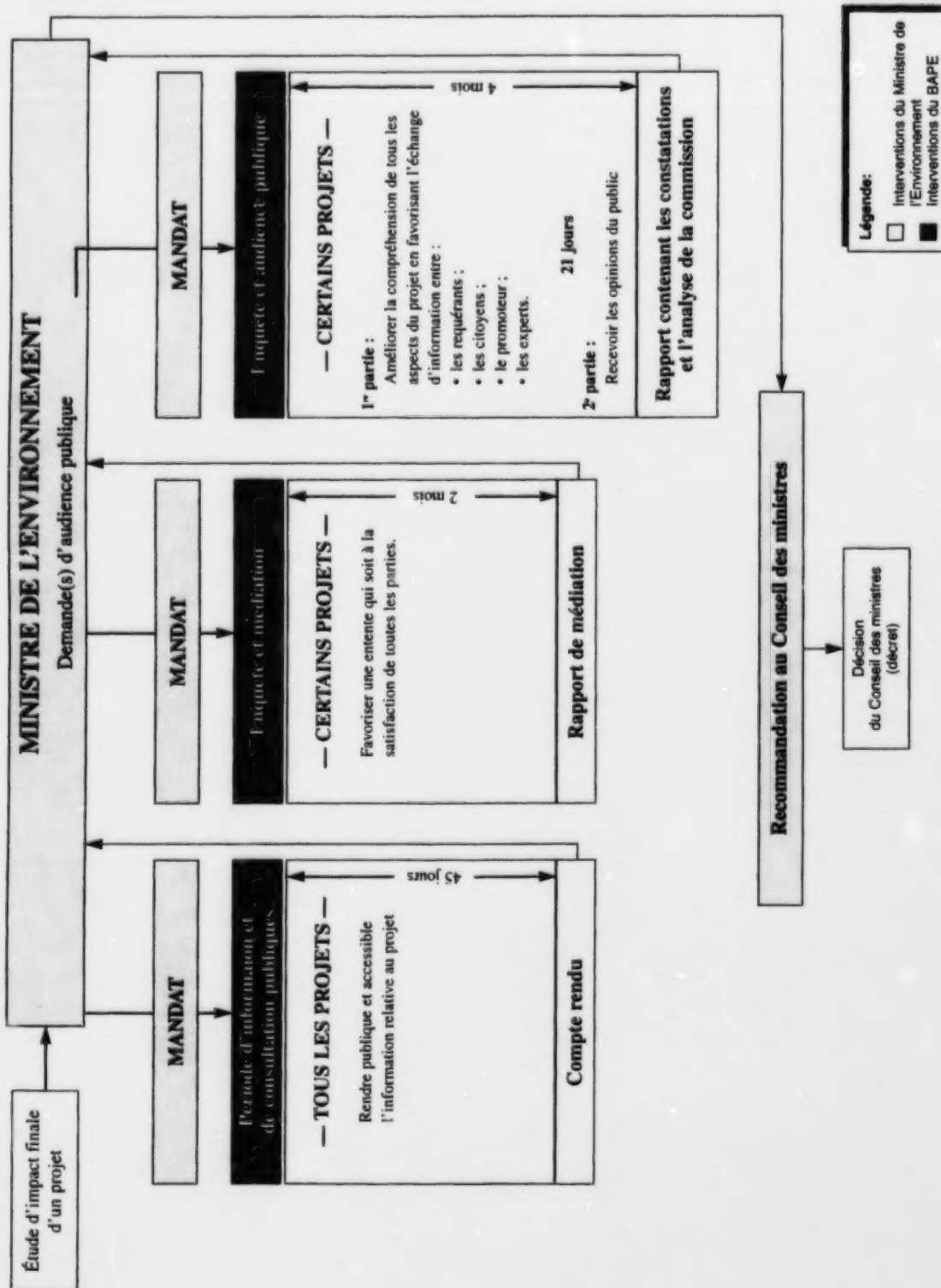
Cependant, l'adoption par le gouvernement du *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics* a conduit le Bureau à réviser son code de déontologie à la lumière de ce règlement.

Ainsi, les membres du Bureau ont adopté, le 13 mai 1999, un nouveau *Code d'éthique et de déontologie des membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement*.

Le code révisé maintient les principes établis, ajoute une obligation pour les membres à plein temps de déclarer annuellement leurs intérêts financiers, et précise de quelle façon il s'applique aux membres additionnels à temps partiel.

Ce code est reproduit à l'annexe IV du présent rapport annuel.

Figure 1  
Le cheminement des projets au BAPE





## Chapitre 2

### Le cadre de gestion

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, dans le cadre de sa mission et des activités qui en découlent, s'appuie sur des valeurs organisationnelles inscrites dans son code d'éthique et de déontologie.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a préparé un plan stratégique pour l'année financière 1999-2000, lequel comprend notamment des orientations stratégiques. Ces orientations ont été traduites en activités à être réalisées.

#### 2.1 Les valeurs de l'organisation

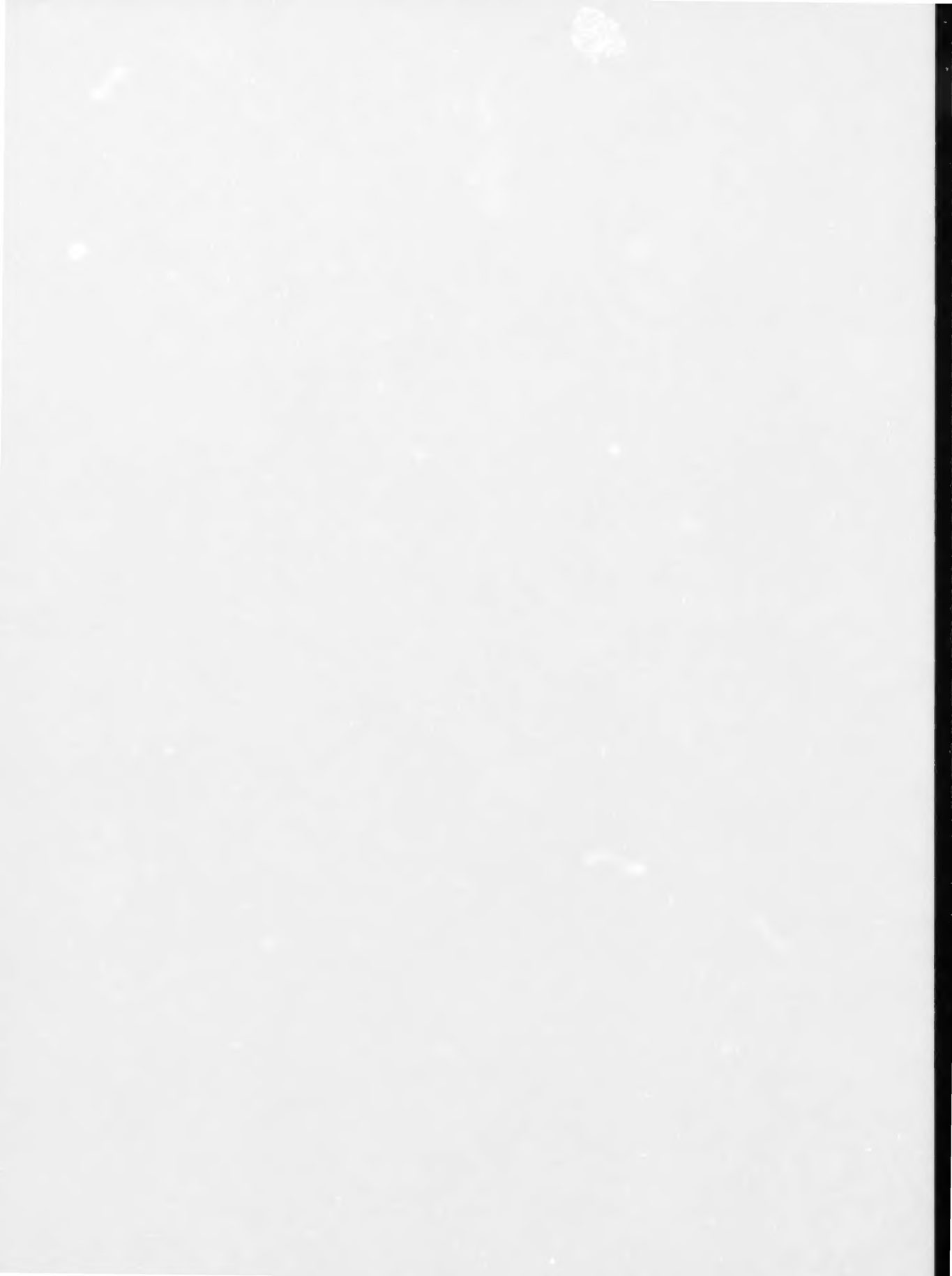
Le BAPE est conscient qu'une organisation ne peut réaliser sa mission efficacement sans le soutien d'un personnel compétent, efficace, motivé et qui adhère à ses valeurs. À ce chapitre, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement prend les moyens pour s'assurer de l'appui et du bon travail de l'ensemble de son personnel guidé par le respect des principes d'éthique et des règles de déontologie tels que l'indépendance, la neutralité et la transparence.

#### 2.2 Les orientations stratégiques

Dans un contexte de modernisation de la gestion administrative gouvernementale caractérisée notamment par la rationalisation des ressources et les changements technologiques, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a retenu huit orientations stratégiques pour l'exercice 1999-2000 :

- *Traduire les valeurs fondamentales dans les activités courantes.* En appliquant et en adaptant notre code de déontologie à la nouvelle réglementation.
- *Mettre en valeur le savoir-faire et améliorer la compétence.* En produisant un guide d'analyse à partir des éléments communs des mandats antérieurs en vue d'une utilisation interne et externe. En informatisant nos rapports antérieurs en vue d'en faciliter la consultation et la diffusion.
- *Innover en adaptant les procédures et les ressources à la nature et à l'envergure des mandats.* En réduisant les ressources internes et externes assignées à certains mandats.
- *Dynamiser la période d'information et de consultation publiques.* En favorisant la participation des promoteurs et la production de comptes rendus plus éclairants pour la prise de décision.

- *Rationaliser l'utilisation des ressources.* En améliorant la prévision des mandats, en resserrant les cadres financiers et en limitant la taille des commissions.
- *Diversifier les outils de travail.* En mettant à profit notre site Internet et en donnant une plus grande place aux échanges et à la consultation.
- *Faire connaître le BAPE et sa contribution au développement durable.* En établissant un plan de communication corporatif axé sur une meilleure connaissance de l'organisme.
- *Favoriser des échanges harmonieux au sein du BAPE.* En élaborant et coordonnant des programmes de développement et d'aide destinés aux employés. En consultant l'ensemble du personnel relativement aux différentes conditions de travail. En organisant des réunions régulières du Comité ministériel sur l'organisation du travail.





## Chapitre 3

### L'organisation administrative

#### 3.1 L'organisation

La structure administrative du BAPE (voir figure 2) est conçue de façon à favoriser une gestion matricielle des ressources pour ainsi mieux répondre aux besoins des commissions.

Le président assume la direction de l'organisme. Il est assisté par la vice-présidente, l'assemblée des membres, le secrétaire et directeur général de l'administration et des communications et le directeur de l'expertise environnementale.

Les membres participent et conduisent les commissions et assurent la gestion des ressources qui leur sont confiées pour la réalisation de leurs mandats.

Le conseiller juridique conseille le président et les commissaires sur tous les aspects légaux qui concernent l'organisme et les travaux des commissions.

Le secrétaire et directeur général de l'administration et des communications voit au suivi des dossiers et assure la bonne marche des communications, des ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles ainsi que la coordination et le soutien aux commissions et des activités qui en découlent.

Le directeur de l'expertise environnementale est responsable d'une équipe multidisciplinaire de professionnels en recherche et en analyse qui répondent aux besoins des commissions.

#### 3.2 Les ressources humaines

Au 31 mars 2000, l'effectif du BAPE comprenait 66 équivalents temps complet, soit 46 permanents et 20 occasionnels. En 1999-2000, 58 équivalents à temps complet ont été utilisés.

La représentation féminine correspond à 56 % de l'effectif régulier. Celle des personnes handicapées est de 1,7 % des équivalents à temps complet et celle des communautés culturelles de 5,2 %.

De plus, on constate une meilleure représentativité des membres des communautés culturelles dans la liste des membres additionnels à temps partiel nommés par le gouvernement.

Tableau 1  
Tableau statistique concernant la répartition des équivalents à temps complet (ETC)

	Permanents		Occasionnels		Totaux
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Membres	3	4	—	—	7
Cadres	2	—	—	—	2
Professionnels	12	10	—	2	24
Techniciens	1	6	1	2	10
Soutien administratif	1	4	—	7	12
Stagiaire et étudiant			2	1	3
<b>Totaux</b>	<b>19</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>58</b>

#### 3.3 Les ressources financières

Les crédits au 1<sup>er</sup> avril 1999 se répartissaient ainsi :

• traitements	3 254 300 \$
• fonctionnement	3 499 000 \$
• amortissement	(35 200 \$)
• immobilisations	20 400 \$
<b>Total</b>	<b>6 738 500 \$</b>

Au cours de l'année 1999-2000, les crédits ont été majorés à 6 908 000 \$, pour le paiement des sommes rétroactives liées à l'application des nouvelles conventions collectives de travail qui s'élevaient à 69 500 \$ ainsi que d'un transfert de 100 000 \$ provenant d'un ministère concerné par la consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec.

Les crédits utilisés au 31 mars 2000 se chiffraient à :

• traitements	3 328 460 \$
• fonctionnement	2 121 405 \$
• amortissement	(50 510 \$)
• immobilisations	62 675 \$
<b>Total</b>	<b>5 462 030 \$</b>

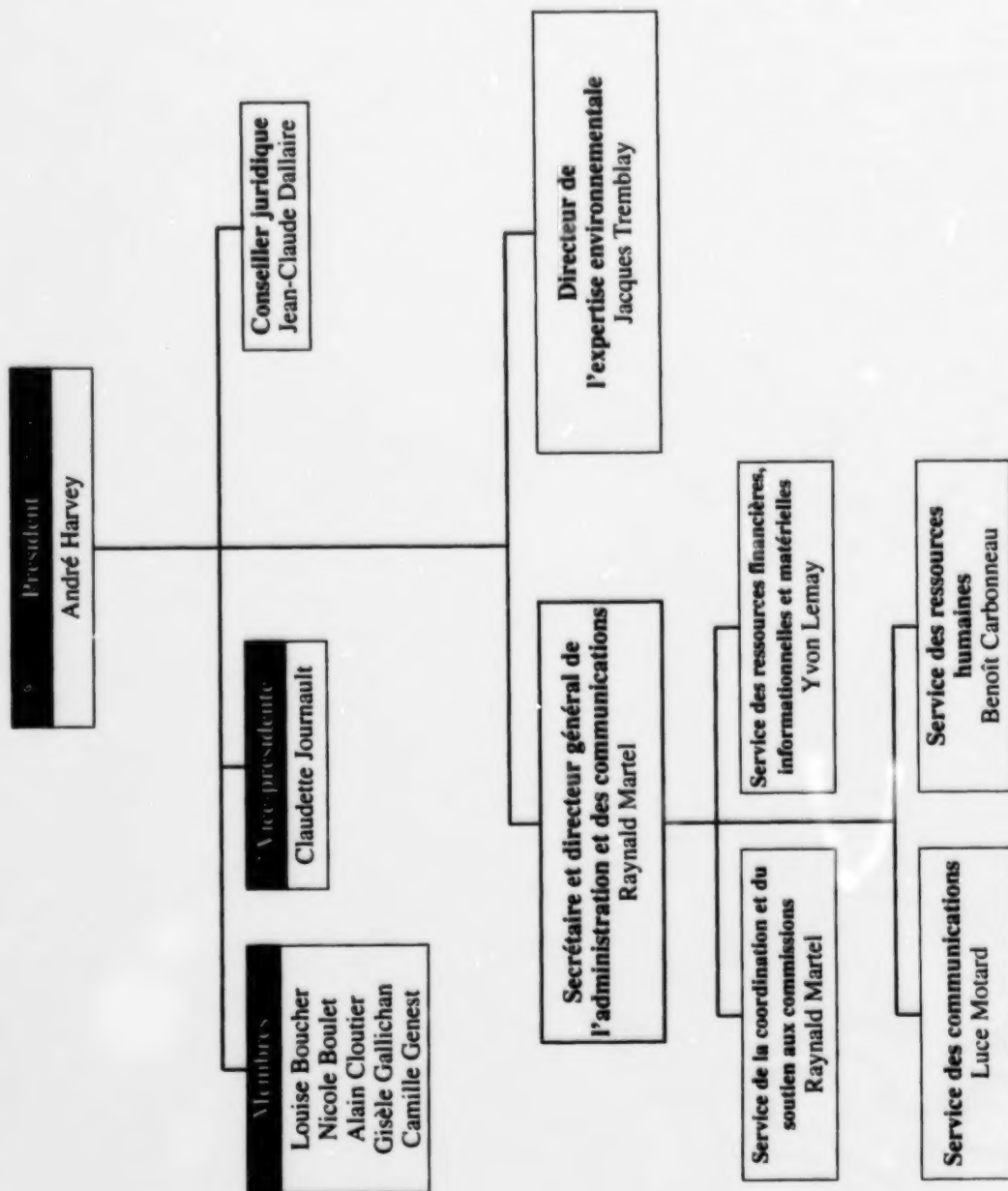
Les crédits périmés pour l'année financière 1999-2000 s'élèvent à 1 445 970 \$. Ces crédits sont particulièrement liés au fait que la consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec a débuté à la fin de l'année financière 1998-1999 pour se terminer au début de celle de 2000-2001. Un montant de 2 000 000 \$

a été transféré au budget régulier du BAPE en 1999-2000 par divers ministères engagés dans ce mandat pour couvrir les dépenses estimées de cette commission.

Pendant l'année 1999-2000, le BAPE a affecté le maximum d'employés réguliers sur le mandat de la consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec de sorte que le Bureau n'a pas eu à embaucher du personnel occasionnel supplémentaire pour ce projet. Au 31 mars 2000, les dépenses estimées pour ce dossier s'élevaient à 2 060 000 \$.

Les ressources financières utilisées par le BAPE sont toujours tributaires du nombre de mandats de périodes d'information et de consultation publiques, de mandats d'enquêtes et de médiations et d'enquêtes et d'audiences publiques qui lui sont confiés par le ministre de l'Environnement.

Figure 2  
L'organisation du BAPE au 31 mars 2000





## **Chapitre 4**

### **Le mandat du BAPE en vertu de l'article 6.3 de la loi**

#### ***4.1.1 La consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec***

Le 29 octobre 1998, le BAPE a reçu le mandat de mener à l'échelle du Québec une vaste consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec. Cette consultation avait pour but d'offrir à la population la possibilité de s'exprimer sur ce sujet et de permettre au gouvernement de préparer une politique québécoise sur la gestion de l'eau.

Afin de recueillir et de rendre publique l'information nécessaire à la connaissance sur la gestion de l'eau, la première partie de l'audience publique a été scindée en trois étapes. Six séances préliminaires ont permis aux différents ministères concernés dans le domaine de l'eau de présenter l'état de leurs connaissances dans leur compétence respective. Une soirée vouée à des présentations et des échanges sur les dimensions symbolique et culturelle de l'eau a conclu ces journées. Par la suite, la commission s'est déplacée dans les dix-sept régions du Québec entre le 22 mars et le 26 mai 1999, puis elle a rencontré les nations inuite et crie sur les territoires conventionnés du Nord québécois. Finalement, des ateliers de travail avec le public et les experts invités ont permis d'approfondir onze thèmes principaux : les menaces globales sur l'eau, l'agriculture, les eaux souterraines, la gestion intégrée de l'eau à l'échelle du bassin versant, le fleuve Saint-Laurent, l'assainissement des eaux usées industrielles, l'eau et la santé publique, la pérennité des infrastructures municipales de l'eau, la gestion des infrastructures et des services d'eau, l'exportation de l'eau ainsi que les Premières nations et l'eau. Une série d'émissions de télévision basées sur ces ateliers ont été produites et diffusées à plusieurs reprises.

Pour la deuxième partie de l'audience, la commission a visité de nouveau chacune des régions du Québec entre le 27 septembre et le 8 décembre 1999. En tout, 142 séances publiques ont été tenues.

La participation des citoyennes et des citoyens a été considérable. Ainsi, la consultation sur la gestion de l'eau a permis le dépôt de plus de 1 000 documents et de 379 mémoires.

Dans son rapport, la commission devra élaborer des recommandations visant à améliorer la gestion de l'eau et à favoriser son exploitation dans le respect

des principes du développement durable. Elle devra en outre analyser chacun des thèmes abordés en audience publique sur la gestion de l'eau à l'échelle du territoire québécois, et distinguer de façon spécifique les éléments propres à chacune des régions administratives.

Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 15 mars 1999 et se terminera le 1<sup>er</sup> mai 2000. La commission est présidée par M. André Beauchamp, membre à temps partiel du Bureau, secondé par M<sup>me</sup> Gisèle Gallichan et M. Camille Genest, membres du Bureau.

### **Les mandats du BAPE en vertu des articles 31.1 et suivants de la loi**

#### **4.2 Les bâtiments d'exploitation de production animale**

##### ***4.2.1 Projet d'agrandissement d'un parc d'engraissement sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade par la Ferme Rompré inc.***

Le projet consiste en la construction, par Ferme Rompré inc., d'un nouveau bâtiment d'élevage de 60 mètres sur 120 mètres afin d'accueillir 2 000 bovillons en situation d'élevage et de 400 en attente. Le promoteur produit actuellement 2 800 bœufs de 600 kilogrammes chacun. Le projet permettrait d'augmenter le troupeau à 4 500 bœufs d'un poids moyen de 615 kilogrammes chacun, maintenant ainsi l'entreprise compétitive par rapport aux producteurs de l'Ouest canadien.

Outre la construction du nouveau bâtiment d'élevage, le projet nécessiterait la construction d'un nouveau silo-fosse. L'érection du nouveau parc d'engraissement entraînerait la création de quinze à vingt emplois temporaires et l'achat de plusieurs centaines de milliers de dollars de matériaux et d'équipements disponibles dans la région. Sept emplois à plein temps et cinq à temps partiel seraient créés. Le coût du projet est évalué à 731 000 millions de dollars, excluant l'achat des animaux.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 10 septembre au 25 octobre 1999.

## **4.3 Les centrales, les postes et lignes d'énergie électrique**

### **4.3.1 *Projet du Centre énergétique Indeck-Senneterre par la Société en commandite Indeck-Senneterre***

La compagnie Indeck-Senneterre, une filiale canadienne de la compagnie américaine Indeck Energy Services Inc., propose de construire et d'exploiter une centrale thermique à Senneterre, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, pour produire de l'électricité à partir de la biomasse forestière de la région.

Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 22 janvier et s'est terminé le 22 juin 1999. La commission était présidée par M<sup>me</sup> Claudette Journault, vice-présidente du BAPE, secondée par M<sup>me</sup> Michèle Goyer, membre à temps partiel du Bureau.

La commission estime qu'il faut assurer une bonne gestion des écorces de façon à ce que d'autres types d'industries intéressées à mettre en valeur cette ressource renouvelable puissent en bénéficier sans contrainte. Il faut également s'assurer que les écorces ou les résidus de coupe soient disponibles pendant les 25 prochaines années d'exploitation afin que la ressource renouvelable que représente la fibre de bois demeure durant toutes ces années l'unique source d'approvisionnement. La commission considère qu'il serait souhaitable qu'une unité de cogénération utilisant de la vapeur basse pression vienne achever le centre énergétique afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Ceci favoriserait l'installation d'autres entreprises en périphérie, ce qui augmenterait d'autant les retombées économiques locales et régionales.

### **4.3.2 *Projet de construction d'un nouvel aménagement hydroélectrique de Grand-Mère par Hydro-Québec***

Hydro-Québec projette de construire une nouvelle centrale à côté de la centrale actuelle et de désaffecter cette dernière qui date de 70 ans et dont les ouvrages, en particulier les groupes turbines-alternateurs, sont vétustes. L'aménagement proposé comprendrait plusieurs ouvrages neufs établis sur la rive gauche de la rivière Saint-Maurice, soit une centrale en surface de 220 mégawatts, trois ouvrages d'évacuation d'une capacité totale de 8 225 mètres cubes par seconde et un poste de départ de 120 kilovolts qui serait exploité initialement à 69 kilovolts.

Le coût total du projet est évalué à 454 millions de dollars, dont 23 millions affectés au poste de départ.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 31 mai au

15 juillet 1999. Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 14 septembre 1999 pour se terminer le 14 janvier 2000. La commission était présidée par M<sup>me</sup> Claudette Journault, vice-présidente du BAPE, secondée par M<sup>me</sup> Louise Boucher, membre, et M. Yves Archambault, membre à temps partiel du Bureau.

La commission considère que le projet est justifié et répond rigoureusement aux critères de sécurité reconnus pour des ouvrages de forte dimension. Cependant, le marnage provoqué par les variations de débits requises pour la production d'énergie de pointe constitue l'élément déterminant du projet qu'il importe de gérer avec prudence afin d'assurer la protection de l'environnement et la sécurité des riverains. Elle suggère que l'autorisation du projet prévoit une période d'essai de cinq ans afin de s'assurer que le nouveau mode de gestion avec marnage ne cause pas de préjudice aux riverains et aux utilisateurs de la rivière Saint-Maurice. La commission suggère une série de mesures concrètes visant à garantir la sécurité de la population et la protection de l'environnement, tout en répondant aux aspirations des riverains et des utilisateurs de la rivière.

### **4.3.3 *Projet d'optimisation de la production électrique de la centrale hydroélectrique SM-1 par Hydrowatt SM-1 inc.***

Le barrage et la centrale hydroélectrique SM-1 sont situés sur le territoire de la ville de Sept-Îles à environ 8 kilomètres de l'embouchure de la rivière Sainte-Marguerite. Hydrowatt SM-1 est une société qui a été mise en place en 1991 pour permettre la remise en fonction et l'exploitation de la centrale hydroélectrique SM-1.

Le projet consisterait à augmenter la puissance de cette centrale de 9,5 mégawatts à 28,5 mégawatts par l'addition de deux groupes turbo-alternateurs de type Francis.

Globalement, le projet comprendrait la réfection de deux prises d'eau existantes, la construction de deux nouvelles conduites forcées de même direction et de même dimension que celle en place, la construction d'une centrale hydroélectrique qui permettrait d'abriter les trois groupes turbo-alternateurs, la mise en place de deux nouveaux groupes de type Francis de 9,5 mégawatts, identiques à celui qui existe actuellement, le creusage, l'élargissement et l'allongement du canal de fuite comprenant l'arasement de cinq seuils en aval de la centrale, la stabilisation de la rive affaissée et de la falaise surplombant cette rive, l'addition de nouveaux conducteurs à la ligne électrique existante ainsi que le démantèlement des structures de l'ancienne centrale.



La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 13 septembre au 28 octobre 1999. Le mandat d'enquête et de médiation s'est réalisé du 17 janvier au 29 février 2000. La médiatrice était M<sup>me</sup> Claudette Journault, vice-présidente du BAPE, secondée par M<sup>me</sup> Louise Boucher, membre.

La médiation a conduit au retrait des demandes d'audiences publiques. L'entente intervenue respecte les droits des tiers et favorise la protection de l'environnement.

#### ***4.3.4 Projet d'usine de calcination de coke et d'unité de valorisation d'énergie à Beauport par Alcan Aluminium itée***

Le projet de la compagnie Alcan Aluminium itée consiste à convertir l'ancienne cimenterie de Ciment Saint-Laurent à Beauport en une usine de calcination de coke de pétrole et, afin d'utiliser l'énergie produite par cette usine, à construire une unité de valorisation d'énergie. Cette unité produirait 33 mégawatts d'électricité. L'usine produirait 320 000 tonnes par année de coke calciné qui entre dans la fabrication d'anodes utilisées pour la production d'aluminium. Le projet, motivé par la mise en exploitation de l'aluminerie Alcan à Alma, susciterait un investissement global de 85 millions de dollars.

L'unité de valorisation d'énergie utiliserait l'énergie produite par la combustion des gaz résultant de la calcination du coke pour générer de la vapeur haute pression qui permettrait de produire 33 mégawatts d'électricité à l'aide d'un groupe turbo-générateur. Une partie de l'électricité produite serait utilisée par l'usine tandis que les surplus seraient achetés par Hydro-Québec.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 30 septembre au 14 novembre 1999. Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 8 novembre 1999 pour se terminer le 8 mars 2000. La commission était présidée par M. Alain Cloutier, membre, secondé par M<sup>me</sup> Nicole Boulet, membre, et M. Donald Labrie, membre à temps partiel du Bureau.

La commission considère que le projet est acceptable, mais doit être assorti de différentes mesures d'atténuation des répercussions sur l'environnement. Ces mesures doivent toucher le choix du système de refroidissement et celles ayant trait aux aménagements acoustiques et paysagers sur le site. La commission estime qu'il est important de donner suite au comité de suivi existant compte tenu que le projet se réaliserait dans une zone urbanisée.

#### ***4.3.5 Projet d'interconnexion avec l'Ontario, poste de l'Outaouais à 315-230 kilovolts par Hydro-Québec***

À la suite de la tempête de verglas de janvier 1998, Hydro-Québec a présenté au gouvernement un plan d'action visant à renforcer la sécurité de l'alimentation électrique des régions touchées et du réseau en général.

En juin 1998, Hydro-Québec a établi une liaison temporaire avec l'Ontario afin d'approvisionner l'Outaouais en cas d'urgence. Un poste temporaire à 315-230 kilovolts a été implanté à proximité de la ligne existante à 315 kilovolts Chénier-Vignau de même qu'une ligne à 230 kilovolts, d'une longueur de 12 kilomètres pour relier la frontière ontarienne. L'emplacement retenu pour le poste permanent de conversion est le même que celui du poste temporaire qui sera démantelé.

Le poste aurait une capacité de 1 250 mégawatts et occuperait une superficie totale d'environ 400 mètres sur 450 mètres.

Cet emplacement présente, entre autres, l'avantage de se situer dans l'axe existant des traversées de la rivière Outaouais par les deux lignes de la compagnie Maclaren dont une partie de l'emprise serait mise à profit pour l'interconnexion.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 1<sup>er</sup> février au 17 mars 2000.

#### ***4.4 La construction d'usine de fabrication de panneaux agglomérés***

##### ***4.4.1 Projet de construction d'une usine de panneaux gaufres à Béarn au Témiscamingue***

Le promoteur, la Corporation Ced-Or, est une société industrielle vouée à la transformation des ressources naturelles. Ses activités sont orientées, entre autres, vers la production de produits forestiers. Le projet proposé consisterait à construire une usine de fabrication de panneaux gaufres, à lamelles orientées. Cette usine, située à Béarn au Témiscamingue, aurait une capacité annuelle de 150 000 mètres cubes.

L'étude d'impact mentionne que l'usine bénéficierait d'une entente de réservation avec le ministère des Ressources naturelles pour un volume de 325 000 mètres cubes de bois, dont environ 190 000 mètres cubes de thuya (cèdre). Les autres essences utilisées seraient la pruche, les pins blanc et rouge et certains feuillus. L'approvisionnement en billes de bois s'ef-

fectuerait au Témiscamingue, en Outaouais et dans l'est de l'Abitibi. Enfin, le projet prévoit l'aménagement d'une aire d'entreposage du bois en longueur d'une superficie d'environ 30 600 mètres carrés.

Ce projet requerrait des dépenses d'immobilisation d'environ 60 millions de dollars et permettrait la création de 113 emplois permanents dans cette région fortement touchée par le chômage.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 30 novembre 1999 au 14 janvier 2000. Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 21 février et se terminera le 21 juin 2000. La commission est présidée par M<sup>me</sup> Louise Boucher, membre, secondée par M<sup>me</sup> Catherine Chauvin et M. Jacques Pelletier, membres à temps partiel du Bureau.

#### **4.5 Le dragage, le remplissage, le remblayage**

##### ***4.5.1 Projet SUNOQUE – Installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique à travers le fleuve Saint-Laurent entre Rimouski et Baie-Comeau et entre Rimouski et Foresville par Québec-Téléphone***

Québec-Téléphone propose l'installation de deux câbles de télécommunication par fibre optique reliant les rives du fleuve Saint-Laurent, soit un câble (SUNOQUE I) reliant Pointe-au-Père, situé à l'est de Rimouski sur la rive sud, à Baie-Comeau sur la rive nord, sur une distance approximative de 104 kilomètres et un autre câble (SUNOQUE II) reliant Pointe à Santerre, situé à l'ouest de Rimouski dans la municipalité du Bic sur la rive sud, à Forestville sur la rive nord, sur une distance approximative de 52 kilomètres.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 7 juin au 22 juillet 1999.

#### **4.6 La gestion des matières résiduelles**

##### ***4.6.1 Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Amos par la Ville d'Amos***

Le projet de la Ville d'Amos consisterait à établir un lieu d'enfouissement sanitaire (LES) à Amos. Ce LES servirait, dans un premier temps, la population d'Amos, soit près de 15 000 personnes. La Ville d'Amos évalue aussi la possibilité de desservir l'ensemble du territoire de la MRC de plus de 25 000 personnes réparties sur un territoire de 8 000 kilomètres carrés.

Le nouveau LES serait localisé au nord-est de la ville d'Amos, sur une superficie totale de 110,76 hectares, et inclurait les lots ou parties de lots 40A et 41 du Rang 3 dans le canton de Dalquier, à proximité de l'usine de tri Contrex et en bordure de la rivière Harricana.

S'il ne répondait qu'aux besoins de la Ville d'Amos, la durée de vie du LES projeté serait fixée à 59 ans. Toutefois, si le LES concernait également la MRC d'Abitibi, cette durée serait écourtée à 35 ans.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 22 juin au 6 août 1999. Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 19 octobre 1999 pour se terminer le 19 février 2000. La commission était présidée par M. Jean-Maurice Mondoux, membre à temps partiel, secondé par M<sup>me</sup> Jocelyne Beaudet, membre à temps partiel du Bureau.

La commission estime que le projet ne devrait pas être autorisé dans sa forme actuelle puisque des besoins similaires se présentent dans deux MRC limitrophes. La commission préconise plutôt une solution régionale capable de répondre aux besoins de l'ensemble de l'Abitibi. De plus, la commission estime que le site proposé n'est pas approprié parce qu'il se situe à proximité de la rivière Harricana, mettant ainsi en péril son potentiel récréotouristique sur lequel misent les autorités dans leurs plans de développement.

#### **4.7 L'implantation ou l'agrandissement d'un aéroport**

##### ***4.7.1 Projet d'implantation d'une infrastructure aéroportuaire à La Romaine par le ministère des Transports***

Le projet du promoteur, le ministère des Transports du Québec, consiste à implanter un nouvel aéroport sur le territoire de la localité de La Romaine. Cette localité est située sur la côte nord du golfe Saint-Laurent, dans la région communément appelée Basse-Côte-Nord, à plus de 400 kilomètres à l'est de Sept-Îles. La Romaine est complètement détachée du réseau routier national, car la route 138 se termine à Natashquan qui est à plus de 60 kilomètres à l'ouest.

Le projet prévoit le prolongement de la piste existante pour en faire une piste asphaltée de 1 199 mètres de longueur sur 30 mètres de largeur, ainsi que des bandes de piste de 45 mètres de part et d'autre de l'axe central de la piste et de 60 mètres de longueur à chaque extrémité. Il comprend aussi la construction d'une aérogare et d'un stationnement. Le promoteur procédera également à la réfection du chemin d'accès et il sera responsable de son entretien.



La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 12 juillet au 26 août 1999.

#### **4.7.2 *Projet d'agrandissement de l'aéroport de Saint-Georges par la Ville de Saint-Georges***

Le projet proposé par la Ville de Saint-Georges consisterait à agrandir l'aéroport actuel, situé à environ 3,5 kilomètres du centre-ville, sur le territoire de la municipalité d'Aubert-Gallion dans la région de la Beauce.

Actuellement, on trouve une piste pavée de 1 128 mètres de longueur sur 23 mètres de largeur. Le projet comporterait deux phases de réalisation. La phase I comprendrait un prolongement de la piste actuelle de 396 mètres, en direction sud-ouest. La phase II, prévue dans les dix ans suivant la réalisation de la phase I, comprendrait un prolongement supplémentaire de 276 mètres dans la même direction. Ces deux phases auraient pour effet d'accroître la longueur de la piste à 1 800 mètres.

L'étude d'impact mentionne également que l'une des principales raisons qui justifient le projet serait de permettre l'atterrissage d'avions de plus grand gabarit, de type LearJet 60.

Les retombées économiques directes de ce projet dans la région pourraient être de l'ordre de 2,3 millions de dollars pour la phase I et de 1,1 million pour la phase II.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 21 décembre 1999 au 4 février 2000.

#### **4.8 *L'implantation de réservoirs d'entreposage***

##### **4.8.1 *Projet de construction de réservoirs d'entreposage supplémentaires de pétrole brut par Pipe-Lines Montréal ltée à Montréal-Est***

Le projet de Pipe-Line Montréal ltée consisterait à construire et exploiter deux réservoirs hors sol de pétrole brut d'une capacité d'entreposage de 55 645 kilolitres chacun, soit un total de 111 290 kilolitres, dans le parc de réservoirs nord à Montréal-Est qui en contient déjà quatre similaires. Les installations de ce parc de réservoirs sont louées de la compagnie pétrolière Impériale. Le projet permettrait au promoteur d'augmenter sa capacité d'entreposage de pétrole brut à Montréal-Est à partir du pipeline provenant de South Portland dans l'État du Maine. Cette augmentation permettrait également de répondre aux exigences de fiabilité dans les qualités de pétrole à entreposer. Le

projet est évalué à environ 14 millions de dollars et créerait une trentaine d'emplois temporaires pendant les huit mois de la phase de construction des deux réservoirs et de leur raccordement aux installations existantes.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a débuté le 21 mars pour se terminer le 5 mai 2000.

#### **4.9 *Les routes et les infrastructures routières***

##### **4.9.1 *Projet d'élargissement du boulevard Matte et construction des boulevards Rome, Lepage, Lapinière, Chevrier et L-01 dans les nouveaux secteurs de développement CJL de la ville de Brossard par la Ville de Brossard***

La Ville de Brossard a entrepris depuis quelques années la planification du développement des secteurs compris entre le boulevard Grande-Allée au nord, l'autoroute 30 à l'est, la rivière Saint-Jacques au sud et la voie ferrée du CN à l'ouest. Ce territoire est d'une superficie de 7,8 kilomètres carrés. Afin de soutenir le développement de ces secteurs, la Ville de Brossard prévoit la mise en place d'un réseau routier. Le projet consiste d'abord en l'élargissement du boulevard Matte par l'addition de trois voies dans chaque sens. Il mentionne également la construction des boulevards Rome et Lepage qui devraient posséder trois voies dans chaque sens, ainsi que celle des boulevards Lapinière, Chevrier et L-01 qui, eux, en auraient deux dans chaque sens.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 19 février au 6 avril 1999. Le mandat d'enquête et d'audience publique a débuté le 17 mai pour se terminer le 17 septembre 1999. La commission était présidée par M. Alain Cloutier, membre, secondé par M. Jean Paré, membre à temps partiel du Bureau.

La commission estime qu'il y a lieu de revoir le gabarit des boulevards proposés. Le nombre de voies devrait être ajusté pour tenir compte d'une importante réduction des prévisions de développement consécutive à une diminution du taux de croissance de la population. Le gabarit retenu ne devrait pas constituer une incitation au transport individuel, ce qui freinerait l'essor du transport collectif. Il importe que la Ville donne priorité au transport collectif et qu'elle veille à concrétiser ses intentions à cet égard.

La commission estime qu'il faudra revoir le gabarit de la construction d'un nouveau boulevard Lapinière dans un secteur urbanisé. La Ville de Brossard devrait limiter à deux le nombre de voies et les situer le plus

près possible de l'autoroute 10, ce qui permettrait de dégager l'espace nécessaire à l'érection d'une protection acoustique efficace intégrée à un aménagement paysager élaboré.

#### ***4.9.2 Projet de réaménagement de l'autoroute 15 et de l'échangeur Saint-Martin par la Ville de Laval***

Le projet consiste en la construction des boucles et bretelles de l'échangeur de même que la réalisation de collecteurs entre ceux de l'échangeur Concorde et ceux de l'échangeur A-440, incluant leur étagement au-dessus du boulevard Saint-Martin. Une petite bande de terrain devra être acquise. Toutefois, comme le nouvel échangeur occupera moins d'espace, les terrains excédentaires pourront être vendus.

Selon le promoteur, la Ville de Laval et le ministère des Transports, ce projet optimiserait le réseau et offrirait une meilleure utilisation de l'autoroute 15 avec l'addition de collecteurs permettant de séparer la circulation de transit. De plus, il pourrait accroître la sécurité routière en éliminant les zones d'entrecroisement, les nombreuses manœuvres de convergence et de divergence et les autres conflits possibles.

Le projet pourrait ainsi atténuer les répercussions sur la circulation du boulevard Saint-Martin dans les zones d'entrecroisement sous les viaducs et sur la circulation en milieu urbanisé à l'est et à l'ouest de l'échangeur, en particulier avec les nouveaux feux qui seraient installés. Les coûts de construction de ce projet sont évalués à près de 17 millions de dollars.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 16 novembre au 31 décembre 1999.

#### ***4.9.3 Projet de réaménagement de la route 175 dans la réserve des Laurentides, tronçon lac Tourangeau, par le ministère des Transports***

Le projet consisterait en un réaménagement, par le ministère des Transports, d'un tronçon de la route 175 dans la réserve faunique des Laurentides. Ce tronçon de 4 kilomètres situé dans le secteur du lac Tourangeau présente un taux d'accidents plus élevé que le taux moyen d'accidents pour l'ensemble de la réserve faunique des Laurentides. Dans le secteur des courbes de ce même tronçon, le taux d'accidents est encore plus élevé.

Le projet vise à résoudre les problèmes de sécurité et d'entretien dans ce secteur. Plus précisément, le projet corrigerait les courbes, diminuerait l'inclinaison de quatre pentes, améliorant ainsi la distance de visibilité au dépassement.

La solution proposée par le promoteur consisterait au réaménagement complet de ce secteur, dont plus de deux tiers seraient construits dans le corridor actuel de la route 175.

La période d'information et de consultation publiques concernant ce projet a eu lieu du 25 janvier au 10 mars 2000.

## Chapitre 5

### Les réalisations des unités sectorielles

#### 5.1 Le secrétariat

Afin de bien supporter les travaux des commissions, le secrétariat du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a conduit la mise à jour du *Guide de procédures sur les enquêtes et les audiences publiques*.

La planification des mandats confiés par le ministre de l'Environnement a exigé le maintien de contacts étroits avec le personnel des directions de l'évaluation environnementale du ministère de l'Environnement et du Cabinet du ministre, ce qui a permis de mieux orchestrer la parution des avis publics et d'en arriver à une meilleure planification des ressources humaines et financières au sein des diverses commissions.

Conformément à la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'administration*, le BAPE a reçu un avis de l'Office de la langue française, en novembre 1999, concernant son projet de politique linguistique au BAPE. Au 31 mars 2000, le projet de politique était modifié pour tenir compte de cet avis.

Le 9 juillet 1999, le BAPE formait un comité chargé de définir les actions appropriées pour assurer la protection des renseignements personnels. Une première réunion du comité a eu lieu le 27 juillet 1999 et ce, afin de mettre en œuvre les recommandations de la Commission d'accès à l'information.

Une deuxième rencontre s'est tenue le 10 novembre 1999, pour parachever le projet de plan d'action sur la protection des renseignements personnels ainsi que sur la directive portant sur le traitement et la destruction de tout renseignement, registre, logiciel, système d'exploitation ou autre bien protégé par un droit d'auteur emmagasiné sur un support micro-informatique ou un support informatique amovible. Ce plan d'action a été adopté le 17 décembre 1999 et une procédure a été transmise à tout le personnel du BAPE.

De plus, le BAPE a modifié le formulaire de transmission de document par télécopieur pour y ajouter un avis de confidentialité à propos des renseignements personnels et des actions à prendre dans ces situations. D'ailleurs, une activité de sensibilisation a été menée auprès du personnel. Le responsable de la protection des renseignements personnels du BAPE a reçu la formation obligatoire offerte par l'École nationale d'administration publique.

Pour l'an prochain, un diagnostic sera effectué sur la conformité des profils d'accès aux renseignements nominatifs conformément aux exigences de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Par conséquent, le rapport annuel 2000-2001 fera état du résultat de ce diagnostic.

#### 5.2 L'expertise environnementale

La Direction de l'expertise environnementale a contribué à la réalisation d'un mandat d'enquête et de médiation et de huit mandats d'enquête et d'audience publique, dont la consultation publique sur la gestion de l'eau qui a nécessité à elle seule la participation de neuf analystes. La direction regroupe une équipe multidisciplinaire de professionnels qui sont affectés aux différentes commissions selon leur expertise. Les professionnels doivent s'approprier les études d'impact et les documents connexes, identifier les enjeux et les répercussions du projet, colliger l'information manquante et fournir la liste des points qui nécessitent des éclaircissements. Ils assistent les commissions lors de la première et de la deuxième partie des audiences publiques. À la demande du président de la commission, ils réalisent des recherches, des avis, des analyses, des synthèses et autres documents de soutien et ils participent aux travaux de rédaction du rapport de la commission.

Ces travaux se font à partir des documents fournis par le promoteur du projet, des documents déposés pendant les séances publiques, des transcriptions des séances publiques, des mémoires déposés et d'autres documents consultés au cours des recherches d'information.

Afin d'aider à la réalisation des mandats d'enquête et d'audience publique, la Direction de l'expertise environnementale a continué la rédaction d'une série de guides d'enquêtes servant à divers mandats concernant, entre autres, les lieux d'enfouissement sanitaire, les dépôts de matériaux secs, les postes et lignes hydroélectriques, la cogénération d'énergie et les projets industriels, et publiera prochainement celui portant sur les infrastructures routières. La direction a aussi participé à l'élaboration du *Guide de procédures sur la médiation*.

### 5.3 Les ressources humaines

Au cours de l'année financière 1999-2000, 25 mouvements de personnel ont été enregistrés. La mise à jour de l'organisation administrative a permis la dotation du poste de directeur de l'expertise environnementale. Le BAPE a recruté à l'extérieur de la fonction publique québécoise quatre employés occasionnels, dont deux stagiaires. En ce qui a trait au programme d'accès à l'égalité, une seule personne visée par le programme était disponible. Elle a été recrutée pour réaliser un stage dans le cadre au Programme d'embauche de nouveaux diplômés.

Le Comité ministériel sur l'organisation du travail (CMOT) s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 1999-2000. Ses travaux ont permis :

- de réactiver le comité de santé et de sécurité au travail ;
- de présenter une conférence sur la prévention des maux de dos ;
- d'offrir à tout le personnel des cours de secourisme ;
- d'offrir à tout le personnel le remboursement des frais liés à une démarche pour cesser de fumer ;
- d'effectuer une étude sur le climat organisationnel au BAPE.

Le BAPE a investi 61 825 \$ pour la formation de son personnel. Ce montant correspond à 1,89 % de la masse salariale autorisée et représente globalement 1 810 heures de formation.

Dans le cadre du Programme d'aide aux employés, le Bureau a remboursé un montant de 1 298 \$ à des firmes ou à des membres d'une corporation professionnelle.

Pour ce qui est de la santé et de la sécurité au travail, un accident de travail a été enregistré pour une absence de huit jours, indemnisée par la Commission de la santé et de la sécurité au travail.

### 5.4 La coordination et le soutien aux commissions

Le Service de la coordination et du soutien aux commissions a assuré dans un contexte de travail matriciel la logistique et l'infrastructure des différentes commissions du BAPE. Ce qui a notamment nécessité en cours d'année :

- la production et l'édition de 6 rapports ;
- le traitement de 2 351 documents déposés ;
- des échanges et des communications avec 547 personnes-ressources, 37 promoteurs et leurs représentants, et 1 084 intervenants et requérants ;

- la réception et le traitement de milliers d'appels téléphoniques de la part du public, dont plus de 9 400 appels sur la ligne sans frais du Bureau ;
- la planification et la réservation de plus de 500 salles de réunion et de chambres ainsi que de multiples déplacements en avion, en train ou en automobile.

### 5.5 Les ressources financières, informationnelles et matérielles

En 1999-2000, le BAPE a réalisé plusieurs activités ponctuelles qui auront des répercussions économiques pour les années à venir. En effet, le BAPE a déménagé dans de nouveaux locaux tant à Québec qu'à Montréal.

Depuis le 21 juin 1999, le bureau du BAPE à Québec est situé au 575, rue Saint-Amable, bureau 2.10. Ce déménagement a permis de doter le Bureau d'un aménagement plus fonctionnel tout en misant sur une sécurité accrue et en utilisant une technologie de pointe. Il a également permis d'épurer tous les dossiers ainsi que de se départir du matériel en surplus. La superficie de l'entrepôt a également pu être réduite de moitié au 31 mars 2000. Le bureau de Montréal est maintenant situé au 201, rue Crémazie Est, bureau 2.12, dans un local plus petit qui abrite le centre de consultation du BAPE à Montréal.

Lors de ces déménagements, le BAPE a suivi les principes de la gestion environnementale de ses activités en favorisant le réemploi (matériel de bureau usagé acheminé à des organismes à buts non lucratifs), la récupération (la transformation des cloisons hautes en cloisons basses) ainsi que le recyclage (le recyclage du papier lors de l'épuration des dossiers).

Les systèmes informatiques du BAPE ont été adaptés pour tenir compte de trois événements majeurs survenus pendant l'année 1999-2000. Il s'agit des déménagements des bureaux de Québec et de Montréal ainsi que des ajustements nécessaires au système pour le passage à l'an 2000. La planification et le suivi très rigoureux liés à ces événements ont donné lieu à une réussite sur tous les plans. Le BAPE a profité du passage à l'an 2000 pour mettre à niveau ses logiciels et son parc informatique. Il a également uniformisé les postes de travail de son personnel en ce sens.

### 5.6 Les communications

En 1999-2000, le Service des communications a tenu, dans le cadre des périodes d'information et de consultation publiques, treize séances publiques auxquelles ont participé 515 personnes.



Le BAPE a poursuivi en cours d'année l'application de son plan triennal de communication visant à structurer ses activités corporatives de manière à clarifier le rôle du BAPE et à mieux faire connaître l'organisme.

Tel qu'il est prévu dans ce plan, dix-sept conférences ont été présentées par les membres et le personnel du BAPE à nos différentes clientèles, notamment dans les milieux de l'enseignement, auprès des associations professionnelles ainsi qu'à différents colloques et congrès internationaux. Plusieurs activités soulignant le 20<sup>e</sup> anniversaire du BAPE ont été réalisées au cours de l'exercice.

Le BAPE a également participé à deux salons Info-Services, à Alma et à Rimouski, organisés par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Les 154 rapports produits par le BAPE depuis sa création ont été rendus accessibles sur le site Internet du BAPE. Celui-ci a été modifié pour faciliter la navigation et pour ajouter notamment des fenêtres portant sur les périodes d'information et de consultation publiques, lesquelles s'ajoutent aux fenêtres déjà consacrées aux commissions en cours.

Les statistiques sur la fréquentation du site Internet du BAPE sont principalement liées aux éléments suivants :

- le nombre total de sessions est passé à 42 296 comparativement à 18 257 enregistrées dans l'exercice précédent ;
- le pourcentage de la fréquentation du site représente une augmentation de 231 % comparativement à l'année précédente ;
- la fréquentation du site concernant la consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec représente à elle seule 53 % de toutes les sessions enregistrées pour l'ensemble du site du BAPE.

Les outils de communication et la papeterie de l'organisme ont été modifiés pour s'adapter aux nouvelles normes du Programme d'identification visuelle du gouvernement.

Le BAPE a procédé à l'épuration des dossiers relatifs aux mandats conformément au calendrier de conservation des documents entériné par les Archives nationales. Un plan de gestion documentaire a été élaboré pour les dossiers administratifs. L'épuration et le classement de ces dossiers seront réalisés au cours de la prochaine année.



## **Annexe I**

### **A — Les membres du BAPE**

**Monsieur André Harvey**

Président

**Madame Claudette Journault**

Vice-présidente

**Madame Louise Boucher**

**Madame Nicole Boulet**

**Monsieur Alain Cloutier**

**Madame Gisèle Gallichan**

**Monsieur Camille Genest**

### **B — Les membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation des mandats confiés au BAPE en 1999-2000**

**Monsieur Yves Archambault**

**Monsieur André Beauchamp**

**Madame Jocelyne Beaudet**

**Madame Catherine Chauvin**

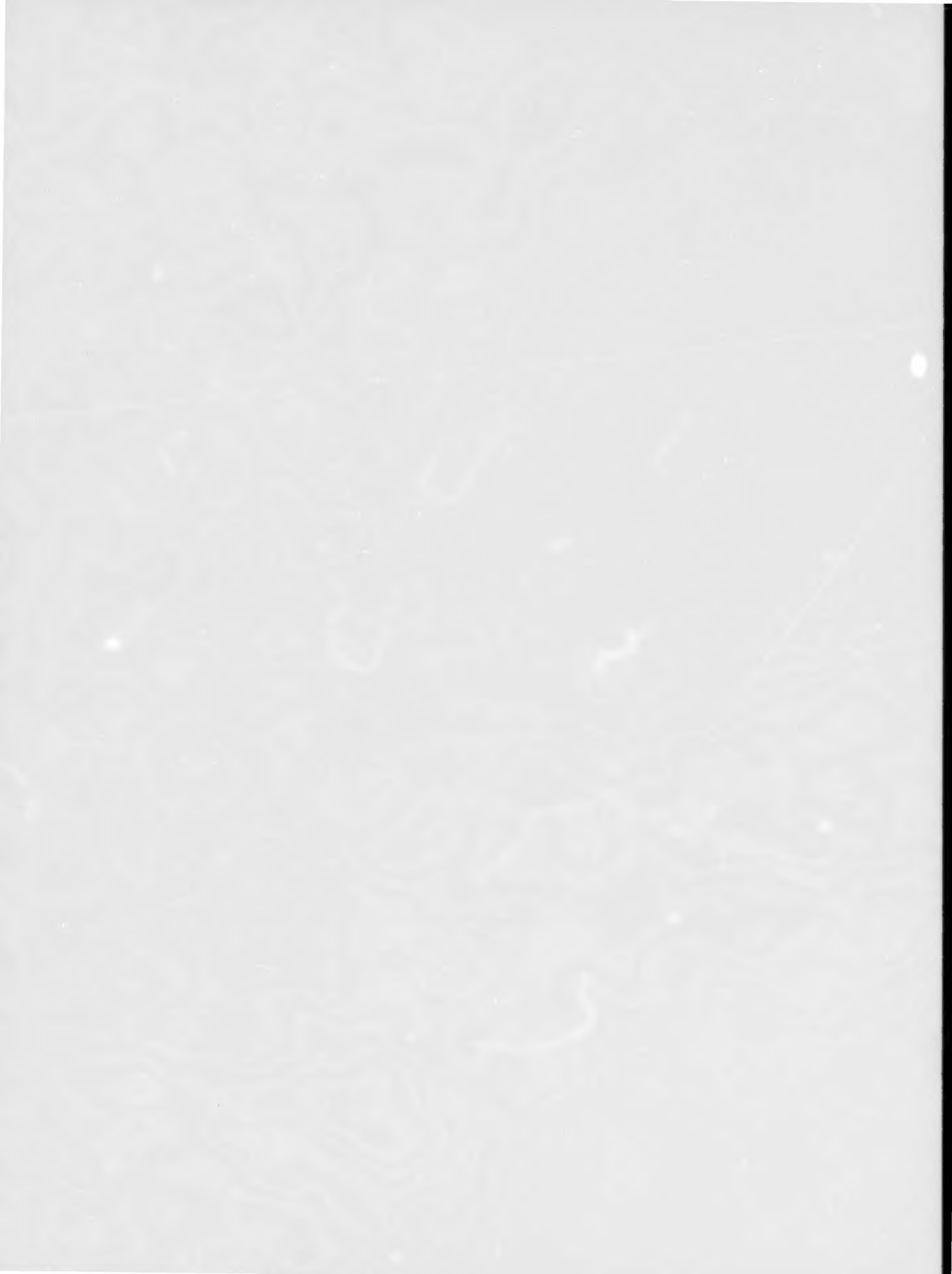
**Madame Michèle Goyer**

**Monsieur Donald Labrie**

**Monsieur Jean-Maurice Mondoux**

**Monsieur Jean Paré**

**Monsieur Jacques Pelletier**





## Annexe II

### A — Les rapports d'enquête, de médiation et d'audience publique

- 134 Rapport d'enquête et d'audience publique. *Projet de Centre énergétique Indeck-Senneterre*, juillet 1999.
- 135 Rapport d'enquête et d'audience publique. *Élargissement et construction de boulevards à Brosard*, octobre 1999.
- 136 Rapport d'enquête et d'audience publique. *Construction d'un nouvel aménagement hydroélectrique à Grand-Mère*, janvier 2000.
- 137 Rapport d'enquête et d'audience publique. *Établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire à Amos*, mars 2000.
- 138 Rapport d'enquête et d'audience publique. *Projet d'usine de calcination de coke et d'unité de valorisation d'énergie par Alcan Aluminium ltée à Beauport*, mars 2000.
- 139 Rapport d'enquête et de médiation. *Optimisation de la production électrique de la centrale hydroélectrique SM-1*, mars 2000.

### B — Divers

#### *Rapport annuel 1998-1999*

*Rédition de tous les outils de communication répondant aux nouvelles normes du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.*



## Annexe III

### La liste des conférences présentées par le BAPE

- *Simulation d'une audience publique*, Université Laval, Sainte-Foy, 6 et 13 avril 1999, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *La consultation publique comme outil de planification de projet*, Colloque sur la gestion de projet au service de l'environnement, Lévis, 7 mai 1999, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *La démarche de consultation publique sur l'eau au Québec*, Forum annuel du Réseau des organismes de rivières du Québec, Grand-Mère, 15 mai 1999, Pierre Dugas, analyste et Serge Labrecque, agent d'information.
- *Le BAPE : un organisme à découvrir*, Colloque sur l'environnement 1999, Montréal, 26 mai 1999, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *Le BAPE et son cadre d'intervention*, Groupe de travail de la section du rapport et des études du Conseil d'État, Paris, France, 27 mai 1999, André Harvey, président du BAPE.
- *Les travaux de la Commission sur la gestion des matières résiduelles au Québec*, Colloque international des spécialistes francophones en évaluation d'impacts, Glasgow, Écosse, 11 et 12 juin 1999, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *Le suivi environnemental dans la continuité d'une démarche de démocratie participative*, International Association for Impact Assessment, Glasgow, Écosse, 11 et 12 juin 1999, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *The BAPE, Public Hearing Board*, visite de la délégation de Tasmanie concernant le projet Magnola, Québec, 14 juillet 1999, Annie Roy et Frédéric Beaulieu, analystes.
- *Magnola Magnesium Plant Project, Hearing Board on the Environment Evaluation*, visite de la délégation de Tasmanie, Québec, 14 juillet 1999, Annie-Roy et Frédéric Beaulieu, analystes.
- *L'environnement et des opportunités d'affaires*, Colloque international, Bella Horizonte, Brésil, 12 et 13 août 1999, Frédéric Beaulieu, analyste.
- *La procédure environnementale québécoise et le BAPE*, conférence prononcée devant des étudiants de l'Université Concordia, Montréal, 14 septembre 1999, André Harvey, président du BAPE.
- *Le BAPE : un organisme à découvrir*, conférence prononcée devant des étudiants à la maîtrise en environnement, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 8 octobre 1999, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *La contribution du public à une prise de décision orientée vers le développement durable : quelques exemples*, Colloque international « Vers des collectivités viables, les enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle », Québec, 6 novembre 1999, Alain Cloutier, membre du BAPE.
- *Le BAPE : un organisme à découvrir*, conférence prononcée devant des étudiants, Université de Montréal, Montréal, 2 février 2000, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *La consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec*, Colloque international sur l'aménagement du territoire et le développement durable, Paris, France, 10 et 11 février 2000, René Beaudet, analyste.
- *Séminaire sur la participation du public au processus québécois d'évaluation des impacts dans le cadre du cours sur l'évaluation des impacts*, conférence prononcée devant des étudiants, Université Laval, Sainte-Foy, 22 mars 2000, Claudette Journault, vice-présidente du BAPE.
- *La perception des Québécois en regard de l'eau*, Salon des technologies environnementales du Québec 2000, Montréal, 29 mars 2000, André Harvey, président du BAPE.



## **Annexe IV**

### **Le Code d'éthique et de déontologie des membres du BAPE**

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

##### **Comportement**

1. Le membre du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement remplit son rôle dans l'intérêt public, avec équité, intégrité, dignité, honneur et impartialité.
2. Le membre sert le public de façon irréprochable et au meilleur de sa connaissance.
3. Le membre évite toute activité incompatible avec l'exercice de ses fonctions.
4. Le membre s'abstient de faire tout geste qui risque de nuire à l'image et à la crédibilité du Bureau et de ses membres.
5. Le membre avise le président du Bureau de toute situation qui risquerait d'entacher sa crédibilité ou celle du Bureau.
6. Le membre fait preuve de neutralité politique dans l'exercice de ses fonctions.
7. Le membre s'abstient d'utiliser indûment son titre ou son statut de membre.
8. Le membre respecte la loi, les règles de procédure et les orientations générales du Bureau.
9. Dans les décisions qu'il a à prendre concernant la bonne marche d'une commission, le membre respecte le principe de la saine gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

##### **Indépendance**

10. Le membre évite tout conflit d'intérêts.
11. Le membre évite de se placer dans une situation qui pourrait évoluer vers une situation de conflit d'intérêts ou le placer dans une situation de vulnérabilité.
12. Le membre remet annuellement au président du Bureau une déclaration indiquant la nature de ses intérêts financiers.
13. Lorsqu'il est approché par le président du Bureau pour faire partie d'une commission, le membre doit l'informer de toute situation pouvant entacher sa crédibilité.

14. Le membre ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne, ou utiliser à son profit un bien de l'État ou une information privilégiée obtenue en sa qualité de membre.
15. Le membre doit, dans ses décisions, éviter de se laisser influencer par des perspectives ou offres d'emploi.
16. Le membre traite toute tentative d'ingérence dans son travail comme irrecevable et inadmissible.
17. Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service du Bureau.

##### **Devoir de réserve**

18. Le membre fait preuve de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques.
19. Le membre est discret sur ce dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.
20. Le membre fait preuve de réserve dans la manifestation publique de son opinion concernant un projet controversé lié à l'environnement.
21. Le membre s'abstient de prendre position publiquement sur tout projet faisant l'objet, ou pouvant faire l'objet dans un avenir prévisible, d'un mandat au Bureau.
22. Le membre ne commente pas les rapports du Bureau, sous réserve de l'article 36.
23. Le membre s'abstient, pendant la durée de son mandat comme membre du Bureau, de commenter publiquement les décisions relatives à un projet qui a fait l'objet d'un rapport du Bureau.

Le membre s'abstient, même après l'expiration de son mandat comme membre du Bureau, de commenter publiquement les décisions relatives à un projet qui a fait l'objet d'un examen par le Bureau pendant la période où il était membre.

## **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA TENUE D'ENQUÊTES, D'AUDIENCES PUBLIQUES ET DE MÉDIATIONS EN ENVIRONNEMENT**

24. Le commissaire n'a aucun intérêt particulier dans le dossier qui lui est confié.
25. Le commissaire agit et paraît agir de façon neutre et impartiale.
26. Le commissaire évite toute situation qui ferait en sorte que son indépendance ou son impartialité puisse être mise en doute ; s'il se retrouve inopinément dans une telle situation, il en informe le président de la commission et le président du Bureau.
27. Le commissaire respecte les règles de l'équité procédurale et agit en tout temps de la façon la plus transparente possible.
28. Le commissaire évite toute rencontre privée avec les initiateurs et les requérants, sauf dans les cas prévus aux règles de procédure du Bureau et dans les cas où une commission doit tenir une audition pour décider d'une question de confidentialité.
29. Le commissaire acquiert une connaissance aussi complète que possible du dossier et fait en sorte d'en terminer l'analyse dans les délais fixés.
30. Le commissaire fait preuve de réserve, de courtoisie, de sérénité et de considération envers tous les participants aux enquêtes, aux audiences publiques et aux médiations en environnement.
31. Le commissaire suscite le respect mutuel de toutes les personnes qui assistent ou participent aux travaux de la commission.
32. Le commissaire favorise la participation pleine et entière des intéressés.
33. Le commissaire favorise l'accès des citoyens à l'information, les aide à bien comprendre les projets et les incite à exprimer leur opinion sans contrainte.
34. Le commissaire respecte en tout temps le caractère confidentiel des délibérations de la commission.
35. Le commissaire respecte la confidentialité du rapport de la commission jusqu'à ce qu'il soit rendu public.
36. Le président d'une commission, ou un commissaire qu'il délègue, peut présenter et expliquer le rapport de cette commission.

## **APPLICATION AUX MEMBRES À TEMPS PARTIEL**

37. Les dispositions du présent code s'appliquent aux membres additionnels à temps partiel du Bureau, à l'exception des articles 12 et 21 ; cependant, le devoir de réserve prévu aux articles 22 et 23 concerne seulement les rapports rédigés par les commissions dont le membre additionnel à temps partiel faisait partie, et les décisions relatives aux projets ayant fait l'objet des travaux de ces commissions.